

Versailles, le 05/12/2025

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Contrôle du 28/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRANCE BOISSONS ILE DE FRANCE**

330 Rue du Gers  
78200 Buchelay

Code AIOT : 0100018207

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte du contrôle réalisé le 28/10/2025 dans l'établissement FRANCE BOISSONS ILE DE FRANCE implanté 330 Rue du Gers 78200 Buchelay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRANCE BOISSONS ILE DE FRANCE
- 330 Rue du Gers 78200 Buchelay
- Code AIOT : 0100018207
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

Le logisticien FRANCE BOISSONS ILE DE FRANCE exploite sur la commune de Buchelay un entrepôt logistique d'une surface d'environ 50 000 m<sup>2</sup>. Ce bâtiment mis en service en 2025 a la particularité de se situer sur l'emprise du champ de captage d'alimentation en eau potable de Buchelay.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier de l'installation	Arrêté <sup>1</sup> , du 11 avril 2017 point 1.2 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
3	Dispositions constructives - parois	Arrêté du 11 avril 2017, points 6 et 17 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositions constructives – portes et ouvertures	Arrêté du 11 avril 2017, points 6 et 17 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
6	Installations électriques – hors photovoltaïque	Arrêté du 11 avril 2017, point 15 de l'annexe II Arrêté <sup>2</sup> du 29 mai 2000, point 2.7 de l'annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Installations électriques – photovoltaïque	Arrêté <sup>3</sup> du 4 octobre 2010, article 36	Demande de justificatif à l'exploitant	Au plus tard un mois avant le démarrage de l'installation photovoltaïque
8	Système d'extinction automatique	Arrêté du 11 avril 2017, point 13 de l'annexe II Arrêté préfectoral du 19 août 2025, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Plan de défense incendie	Arrêté du 11 avril 2017, point 23 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
10	Exercices de défense contre l'incendie	Arrêté du 11 avril 2017, point 13 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
11	Gestion des terres excavées en phase chantier	Arrêté préfectoral du 19 août 2025, article 2.1.11	Demande d'action corrective	1 mois
13	Issues de secours	Arrêté du 11 avril 2017, point 14 de l'annexe II	Demande d'action corrective	3 mois
14	Accès au dispositif de confinement des eaux incendie	Arrêté du 11 avril 2017, point 11 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
15	Dégagement des aires de stationnement des	Arrêté du 11 avril 2017, point 3.3.2. de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois

<sup>1</sup> Arrêté du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510

<sup>2</sup> Arrêté du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)"

<sup>3</sup> Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (rendu applicable par le point 15 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié)

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	engins du SDIS			
16	Signalisation des installations photovoltaïques	Arrêté du 4 octobre 2010, article 33	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale / du rapport de contrôle

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions constructives – structure	Arrêté du 11 avril 2017, point 4 de l'annexe II	Sans suites
5	Dispositions constructives - toiture	Arrêté du 11 avril 2017, points 4 et 15 de l'annexe II Arrêté du 4 octobre 2010 modifié, article 32	
12	Installations photovoltaïques	Arrêté du 4 octobre 2010, article 32 Arrêté préfectoral du 19 août 2025, article 1.3	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle du 28 octobre 2025 avait pour objectif principal de vérifier le respect des dispositions constructives applicables aux installations, l'entrepôt ayant été mis en service depuis mai 2025 (à l'exception des installations photovoltaïques, dont le démarrage est prévu au premier trimestre 2026).

L'inspection constate globalement que les caractéristiques constructives qui ont été vérifiées respectent les dispositions prévues par l'arrêté du 11 avril 2017 modifié. Toutefois, l'inspection remarque que la gestion et l'appropriation par l'exploitant des justificatifs associés doit être améliorée. Des éléments complémentaires doivent être apportées sur plusieurs points.

Le contrôle met également en évidence plusieurs défaillances en matière de préparation à la gestion de crise ; plusieurs procédures internes sont à revoir ou à mettre en place par l'exploitant, et un exercice de défense contre l'incendie doit être réalisé en 2026 afin de tester la robustesse de l'organisation mise en place.

L'inspection a également constaté que la gestion des terres excavées au cours du chantier n'a pas suivi les dispositions du plan de gestion fixé dans le cadre du dossier d'enregistrement initial des installations.

Il est rappelé que toute modification des installations, notable ou substantielle, doit être portée à la connaissance de M. le Préfet des Yvelines avec l'ensemble des éléments d'appréciation des enjeux qu'elle présente, avant réalisation de ces modifications.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dossier de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté du 11 avril 2017, point 1.2 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescriptions contrôlées :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate lors du contrôle du 28 octobre 2025 que l'exploitant dispose bien du dossier prévu au point 1.2 de l'annexe II. Toutefois, comme cela est détaillé dans les fiches de constats suivantes, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter certains documents, dans plusieurs cas, ceux-ci s'avèrent absents du dossier (par exemple, justificatifs relatifs au classement BROOFt3 de la toiture, ou aux essais réalisés dans le cadre de la réception de l'installation de sprinklage).  Ce constat traduit un manque d'appropriation des sujets relatifs à la maîtrise des risques et de la réglementation des installations classées – cependant, il convient de noter que les installations ont été mises en service courant 2025, et qu'une organisation en matière de prévention des risques est en place même si les constats réalisés montre qu'elle reste améliorable. L'exploitant doit poursuivre ses efforts en ce sens.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions organisationnelles lui permettant d'assurer efficacement un suivi des sujets relatifs à la maîtrise des risques des installations, y compris ceux liés aux caractéristiques de conception et de construction de l'entrepôt. Il en transmet une description à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Dispositions constructives - structure

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 11 avril 2017, point 4 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble de la structure est a minima R 15, sauf, pour les zones de stockages automatisés, si l'exploitant produit, sous sa responsabilité, l'ensemble des études et documents cités aux alinéas 5 à 7 du point 7 de l'annexe II, afin de démontrer que les objectifs cités à l'alinéa précédent sont remplis. Cette possibilité n'est pas applicable si la cellule concernée stocke des liquides inflammables, des générateurs d'aérosols ou des produits relevant des rubriques 4000, en des quantités supérieures aux seuils de classement dans la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 27 octobre 2025 un document émis par la société CMBP en date du 20 mars 2025 qui atteste notamment que les éléments constitutifs de la structure (poutres métallique et pannes en bois) présentent un caractère au moins R15. Ce document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
<b>Conclusions :</b> Sans observations
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 3 : Dispositions constructives - parois

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 11 avril 2017, points 6 et 17 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Point 6 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u> L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...]  Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :  - les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ; [...]  <u>Point 17 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u> [...] S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

**Constats :**

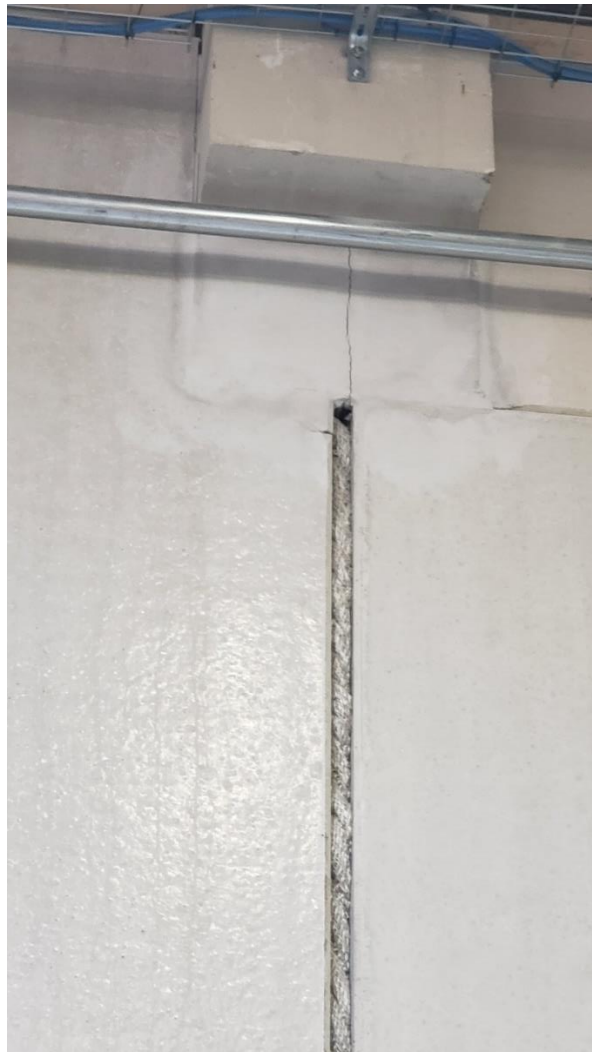
L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 27 octobre 2025 un document émis par la société TechniPrefa en date du 27 février 2025 qui atteste notamment que l'ensemble des murs internes de l'entrepôt présentent un caractère de résistance au feu REI120.

Ce document n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

L'inspection constate au cours du contrôle du 28 octobre 2025 qu'un des joints verticaux entre deux panneaux du mur REI 120 séparant le local de charge de la cellule 3 est apparent, et demande à l'exploitant d'apporter des éléments complémentaires sur ce point.

L'exploitant explique dans son courriel du 6 novembre 2025 que l'élément de jointure objet du constat de l'inspection est maintenu apparent afin de préserver la liberté de mouvement entre les éléments de la structure. Le procès-verbal de classement au feu de cet élément de jointure (PV n° EFR-22-000329 établi par Efectis le 2 juin 2022 pour le système de calfeutrement NULLIFIRE FJ203 de joints linéaires entre dalles et voiles de béton armé), transmis également le 6 novembre 2025, ne rend pas obligatoire l'apposition d'un mastic pour garantir le degré REI120 de la paroi au sein de laquelle il est utilisé.

Au même endroit, l'inspection remarque que le joint ne remplit pas l'intégralité de la cavité, et que le revêtement apposé à la jonction présente une fissure (cf photo ci-après). L'exploitant doit corriger ces défauts.



L'inspection constate par ailleurs le détachement de morceaux de taille centimétrique au niveau d'un des poteaux situés sur la paroi REI 120 située à l'Ouest de la cellule 1 (voir photographie ci-dessous).



Ce désordre, d'ordre manifestement mineur, doit être corrigé par l'exploitant.

L'inspection note également que la localisation des murs REI120 est signalée sur la façade Nord de l'entrepôt.

**Conclusions :**

L'exploitant doit corriger les défauts dans les parois REI120 (ou éléments les constituant) constatés :

- dans le local de charge, sur la paroi séparant le local de la cellule 3 ;
- dans la cellule 1, sur la paroi Ouest, au niveau d'un des poteaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



#### N° 4 : Dispositions constructives – portes et ouvertures

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 11 avril 2017, points 6 et 17 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Point 6 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u> L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...]  Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : [...] - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; [...]  <u>Point 17 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u> [...] S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).
<b>Constats :</b> Lors du contrôle du 28 octobre 2025, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un justificatif des caractéristiques en matière de résistance au feu des portes situées au niveau des parois séparatives des cellules. Toutefois, l'exploitant transmet par courriel du 6 novembre 2025 les deux procès-verbaux de réception établis par l'entreprise ASSA ABLOY en date du 26 mars 2025 et du 30 juillet 2025, attestant de ces caractéristiques.  Lors du contrôle du 28 octobre 2025, l'exploitant confirme qu'en dehors des portes, aucune ouverture n'est pratiquée dans les parois séparatives. L'inspection vérifie cela au cours de la visite des installations et constate par ailleurs que plusieurs portes battantes n'ont pas de signalétique attestant de leur caractère coupe-feu.  À la demande de l'inspection, l'exploitant déclenche la fermeture des portes coupe-feu coulissantes, par activation manuelle au niveau du terminal du système de sécurité incendie. L'inspection constate que l'ensemble des portes coupe-feu coulissantes sont complètement fermées, à l'exception d'une des deux portes séparant le local de charge de la cellule 3, dont la fermeture est incomplète. L'exploitant indique être conscient de ce défaut car il a déjà été mis en évidence par un prestataire au cours d'une vérification du compartimentage réalisée le 23 octobre 2025.

Dans l'attente de la levée du défaut affectant la fermeture de cette porte, l'inspection demande à l'exploitant de maintenir celle-ci fermée et d'adapter la circulation des chariots de manutention en conséquence afin d'éviter que cette situation dégradée soit génératrice d'incidents. Selon les éléments transmis par l'exploitant en date du 6 novembre 2025, ces dispositions ont bien été mises en œuvre ; elles doivent être maintenues jusqu'à résolution du dysfonctionnement constaté.

L'exploitant transmet, par courriel du 6 novembre 2025, le rapport de la vérification du compartimentage réalisée le 23 octobre 2025 (société SICLI). Ce rapport fait état de la fermeture incomplète de la porte coupe-feu susmentionnée, ainsi que d'un défaut de signalétique pour plusieurs portes, coulissantes ou battantes, et de l'absence d'un dossier technique exploitable.

Dans ce même courriel, l'exploitant affirme : *« la signalétique manquante a été déclarée au constructeur dans le cadre de la Garantie de Parfait Achèvement. Ce point sera traité dans les meilleurs délais. Le rapport de vérification Sicli a permis d'identifier précisément les portes concernées. Un justificatif de levée des non-conformités sera transmis à Sicli dès la réalisation complète des travaux de mise en conformité. »*. Ces justificatifs doivent également être transmis à l'inspection.

L'inspection réalise de plus au cours de la visite des installations les constats suivants :

- la porte battante située en façade Nord de l'entrepôt, directement à proximité des portes de quais, porte une étiquette mentionnant l'identifiant C243613/2 et une résistance au feu EI<sub>2</sub>30, ce qui est conforme au plan daté du 26 novembre 2024 annexé au procès-verbal de réception des travaux établi par GSE ;
- selon sa signalétique, la porte battante située en façade Nord directement à l'Ouest de la porte C243613/2 présente l'identifiant C243610/1 et une résistance au feu EI<sub>2</sub>120; or, le procès-verbal de réception des travaux indique que l'identifiant de cette porte devrait être C243610/3, et sa résistance au feu EI<sub>2</sub>30. L'identifiant C243610/1 correspond sur le plan à la porte battante située au Nord du mur REI120 séparant les cellules 2 et 3 ;
- la porte battante située au Nord du mur REI120 séparant les cellules 2 et 3 ne porte aucune signalétique attestant de son identifiant et de sa résistance au feu ;
- compte tenu de ces constats, il n'est pas impossible que ces deux dernières portes aient été inversées.

L'exploitant doit donc vérifier les caractéristiques des deux portes susmentionnées (C243610/3 et C243610/1 selon le plan joint au procès-verbal établi par GSE le 4 avril 2025), et apporter les justificatifs de résistance au feu de ses deux portes.

## **Conclusions :**

L'exploitant doit réaliser les actions suivantes :

- réparer le défaut de fermeture automatique de la porte coulissante séparant le local de charge de la cellule 3 (porte n° 5 sur le plan fourni en PJ 1.1 du courriel du 6 novembre 2025), constaté par le prestataire SICLI le 23 octobre 2025 et par l'inspection le 28 octobre 2025 ;
- tant que ce défaut n'est pas levé, maintenir cette porte fermée et organiser la circulation des chariots en conséquence ;
- vérifier que l'ensemble des portes coupe-feu, qu'elles soient battantes ou coulissantes, comportent la signalétique appropriée (étiquette apposée par le constructeur/l'installateur attestant des caractéristiques de résistance au feu) ;
- clarifier l'incohérence constatée au niveau des portes battantes situées à proximité de la jonction entre le mur REI120 séparant les cellules 2 et 3 et la façade Nord de l'entrepôt (portes identifiées C243610/3 et C243610/1 selon le plan daté du 26 novembre 2024 établi par ASSA ABLOY et joint au procès-verbal établi par GSE le 4 avril 2025) ;
- transmettre l'ensemble des justificatifs afférents à l'inspection.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Dispositions constructives - toiture

<p><b>Références réglementaires :</b>  Arrêté du 11 avril 2017 modifié, points 4 et 15 de l'annexe II  Arrêté du 4 octobre 2010 modifié, article 32</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Point 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u>  [...] Les éléments de support de couverture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. [...]</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p><u>Point 15 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u>  Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p><u>Article 32 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié</u>  Pour les panneaux ou films photovoltaïques installés en toiture de bâtiments, auvents ou ombrières abritant des zones à risque d'incendie identifiées dans l'étude de dangers : [...]</p> <p>- en matière de propagation du feu au travers de la toiture : l'ensemble constitué par la toiture, les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports, leurs isolants (thermique, étanchéité) et plus généralement tous les composants (électriques ou autres) associés aux panneaux répond au minimum à la classification Broof t3 au sens de l'article 4 de l'arrêté du 14 février 2003 relatif à la performance des toitures et couvertures de toiture exposées à un incendie extérieur. Dans ce cas, l'alinéa suivant n'est pas applicable aux éléments constitutifs de cet ensemble ;</p> <p>-les panneaux ou films photovoltaïques, leurs supports et leurs isolants (thermique, étanchéité) répondent au minimum aux exigences des matériaux non gouttant (d0). Lorsque cette disposition n'est pas respectée pour les isolants (thermique, étanchéité), les panneaux ou films photovoltaïques ne sont pas en contact direct avec les volumes intérieurs des bâtiments, auvents ou ombrières sur lesquels ils sont installés. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection réalise les constats suivants au cours du contrôle du 28 octobre 2025 et lors de l'analyse des éléments transmis par courriels des 15 et 26 octobre 2025 et du 6 novembre 2025 :</p>

Réaction au feu des éléments du support de couverture

Le bilan de conformité des installations à l'arrêté du 11 avril 2017 modifié, établi par la société Qualiconsult en date du 26 mars 2025, affirme : « La toiture est en bac acier, elle répond donc à l'exigence de classe A2 s1 d0. ». Aucun autre justificatif n'est présenté à l'inspection. L'inspection prend acte de l'engagement pris par l'exploitant à travers le document daté du 26 mars 2025.

Réaction au feu des isolants thermiques utilisés en couverture

Le procès-verbal daté du 4 novembre 2025 établi par la société CIBETANCHE CHAMPAGNE, transmis à l'inspection, atteste que le matériau utilisé pour l'isolation de la couverture est de classe A1 (i.e. matériau incombustible). Ce point n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

Propagation du feu au travers de l'ensemble toiture-installation photovoltaïque

L'exploitant transmet par courriel des 15 et 26 octobre 2025 le document « Rapport de classement pour les toitures/couvertures de toiture exposées au feu extérieur no 17841C » établi par la société WFRGENT en date du 16 septembre 2016, portant sur les composants utilisés pour construire la couverture de l'entrepôt (concluant à leur classe Broof t3).

Aucun document n'est toutefois remis concernant l'ensemble du système de couverture mis en place sur la toiture de l'entrepôt, et le respect par l'installateur des conditions de pose décrites dans le document établi par WFRGENT.

L'inspection demande à l'exploitant lors du contrôle du 28 octobre 2025 de lui présenter un justificatif adéquat, celui-ci n'est pas en mesure de le faire au cours du contrôle.

Par courriel du 6 novembre 2025, l'exploitant transmet un procès-verbal daté du 4 novembre 2025 établi par la société CIBETANCHE CHAMPAGNE, attestant de la mise en œuvre du support d'étanchéité et du complexe d'étanchéité de la toiture seule selon les spécifications de leurs constructeurs. Ces documents n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection, qui prend acte de l'engagement pris par l'exploitant via la transmission de ces documents.

Par ailleurs l'exploitant transmet également une attestation émise par la société Orzy Construction en date du 4 novembre 2025 de pose du système SOPRASOLAR FIX EVO TILT. Le procès-verbal de classement au feu n° RA23-0027 établi par le CSTB en date du 4 août 2025 de ce système est joint à cette attestation. Le procès-verbal de classement au feu précise les règles à suivre pour que l'ensemble constitué par la toiture et les équipements photovoltaïques répondent à la classification Broof t3. L'inspection prend acte de l'engagement pris par l'exploitant via la transmission de ces documents.

**Conclusions :**

Sans observations.

**Type de suites proposées : Sans suites**

## N° 6 : Installations électriques – hors photovoltaïque

### Références réglementaires :

Arrêté du 11 avril 2017, point 15 de l'annexe II

Arrêté du 29 mai 2000, point 2.7 de l'annexe I

### Thème : Risques accidentels

### Prescription contrôlée :

Point 15 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié

Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.[...]

Point 2.7 de l'annexe I de l'arrêté du 29 mai 2000 modifié

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

### Constats :

L'exploitant transmet par courriels des 15 et 26 octobre 2025 les documents suivants :

- rapport de vérification initiale des installations électriques établi par Qualiconsult en date du 25 mars 2025 (réf. CT303574-Ind:0) ;
- rapport de vérification des installations électriques (visite initiale) établi par Bureau Veritas en date du 6 mai 2025 (réf. 361210180.1.R).

Plusieurs non-conformités sont relevées dans ces rapports. Au cours du contrôle du 28 octobre 2025, l'exploitant indique que ces non-conformités sont levées, à l'exception de l'une d'entre elles. L'inspection demande à l'exploitant la transmission d'un justificatif de levée des non-conformités et d'un échéancier de levée pour la non-conformité persistante.

Par ailleurs, le rapport du 6 mai 2025 atteste en sa page 37 que les « prescriptions spécifiques aux installations électriques des locaux et emplacements à risque d'explosion » n'ont pas été vérifiées car « sans objet », bien que les installations comprennent un local de charge de batteries plomb (engins de manutention).

Au cours de la visite des installations lors du contrôle du 28 octobre 2025, l'inspection note l'affichage d'une signalisation correspondant au risque « ATEX » dans le local de charge, incomplète toutefois (absence de signalisation aux accès notamment). Le positionnement de l'exploitant sur la présence d'un risque d'explosion dans ce local n'est pas établi clairement.

Des justificatifs complémentaires doivent être transmis à l'inspection ; le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), prévu par le code du travail, est un exemple de justificatif pouvant apporter une clarification.

De manière générale, l'inspection note que la conformité du local de charge au point 2.7 de l'annexe I de l'arrêté du 29 mai 2000 modifié n'est pas clairement établie.

Il appartient à l'exploitant de fournir les justificatifs nécessaires.

Par courriel du 6 novembre 2025, l'exploitant transmet un document qu'il a établi en date du 31 octobre 2025, correspondant à un engagement de levée des non-conformités.

Toutefois, cet engagement ne constitue pas un justificatif suffisant, les documents relatifs aux interventions des prestataires (i.e. bons d'intervention, factures, procès-verbaux) correspondant aux actions de mise en conformité doivent être transmis.

Par ailleurs, plusieurs interventions restent à planifier selon ce même document ; l'exploitant doit s'engager sur un délai de réalisation.

**Conclusions :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées :

- les justificatifs attestant de la levée des non conformités constatés dans les rapports Qualiconsult du 25 mars 2025 et Bureau Veritas du 6 mai 2025, pour les non-conformités levées à date du présent rapport ;
- un échéancier de levée des non conformités constatés dans les rapports Qualiconsult du 25 mars 2025 et Bureau Veritas du 6 mai 2025, pour les non-conformités demeurant à date du présent rapport ;
- son positionnement quant à la présence de zones présentant un risque d'explosion au sein des installations, notamment au niveau du local de charge ;
- en cas de présence de telles zones, un plan délimitant ces zones et une description des mesures de prévention mises en œuvre en conséquence ;
- en cas de présence de telles zones, les éléments attestant de la conformité des installations électriques situées dans ces zones ;
- les éléments attestant de la réalisation des installations électriques situées dans le local de charge conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatifs à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Installations électriques – photovoltaïque**

**Références réglementaires :** Arrêté du 4 octobre 2010 modifié, article 36

**Thème :** Risques accidentels

**Prescription contrôlée :**

L'unité de production photovoltaïque et le raccordement au réseau sont réalisés de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité aux spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution ainsi qu'à celles de la norme NF C 15-100 en vigueur concernant les installations électriques basse tension permet de répondre à cette exigence.

Dans le cas d'une unité de production non raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie permet de répondre à cette exigence.

Dans le cas d'une unité de production raccordée au réseau et utilisant le stockage batterie, celle-ci est réalisée de manière à prévenir les risques de choc électrique, d'échauffement et d'incendie. La conformité de l'installation aux spécifications du guide XP C 15-712-3 version mai 2019 pour les installations photovoltaïques avec dispositif de stockage et raccordées à un réseau public de distribution permet de répondre à cette exigence. Cette disposition est applicable uniquement aux équipements photovoltaïques pour lesquels la demande de modification de l'installation classée ou, le cas échéant, la demande d'autorisation d'exploiter comportant le projet d'implantation d'équipements photovoltaïques, est portée à la connaissance du préfet à compter du 1er septembre 2022.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Interrogé par l'inspection au cours du contrôle du 28 octobre 2025, l'exploitant indique que l'installation photovoltaïque sera raccordée au réseau et qu'aucun stockage n'est prévu ; ce sont donc les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 36 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié qui s'appliquent aux installations.</p> <p>L'installation photovoltaïque n'est pas encore mise en service au jour du contrôle ; l'exploitant indique que la vérification de la conformité aux dispositions de l'article 36 susmentionné est en cours. Les justificatifs afférents (preuve du respect des spécifications du guide UTE C 15-712-1 version de juillet 2013, par exemple au travers d'une attestation délivrée par le CONSUEL - Comité national pour la sécurité des usagers de l'électricité) doivent être transmis dès obtention à l'inspection. L'inspection a pris note du calendrier prévisionnel de mise en route de l'installation photovoltaïque (premier trimestre 2026).</p>
<p><b>Conclusions :</b></p> <p>L'exploitant doit remettre à l'inspection les justificatifs attestant du respect par l'installation photovoltaïque des dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 36 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Au plus tard un mois avant le démarrage de l'installation photovoltaïque</p>

#### N° 8 : Système d'extinction automatique

<p><b>Références réglementaires :</b></p> <p>Arrêté du 11 avril 2017 modifié, point 13 de l'annexe II</p> <p>Arrêté préfectoral du 19 août 2025, article 1.3</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u></p> <p>[...] En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p><u>Article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2025</u></p> <p>Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier d'enregistrement de l'exploitant (dans sa version de juin 2023) présente les engagements suivants :</p> <p>« L'établissement (cellules de stockage et locaux techniques) sera équipé d'une installation d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler ESFR (Early Suppression Fast Response).</p> <p>Les sprinklers ESFR sont des sprinklers à haute performance et à action rapide qui ont la capacité</p>

*d'éteindre des feux dans des risques spécifiques.*

*La règle R1 de l'APSAD relative aux règles d'installation des extinctions automatiques à eau type sprinkler spécifie dans son Article 1.2 Rôle d'un système sprinkler que : [...]*

*L'article 171.2 de la même règle APSAD précise en outre que : [...]*

*On constate qu'une installation sprinkler peut être assimilée à une détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme conforme aux prescriptions de l'article 12 de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 1510.*

*De plus, à la différence d'une détection incendie classique (détecteurs de fumée), le sprinklage présente l'avantage d'intervenir directement sur le feu tout en activant une alarme sur le site (sonore) et un report d'alarme (à la société de télésurveillance).*

*L'installation sprinkler qui sera mise en œuvre dans l'établissement fera l'objet d'un certificat de conformité qui permettra de s'assurer de sa compatibilité et de son efficacité vis-à-vis des produits stockés dans l'établissement et de leur mode de stockage. »*

*Il est à noter que les modifications portées à la connaissance de l'inspection le 20 décembre 2024 n'englobent pas le système d'extinction automatique.*

Préalablement au contrôle, l'inspection demande à l'exploitant les justificatifs de conformité du système d'extinction automatique au référentiel technique applicables.

L'exploitant transmet par courriels des 15 et 27 octobre 2025 :

- un document émis par la société QIM en date du 26 novembre 2024 attestant que l'installation sprinkler, dans sa globalité, est conforme aux référentiels NFPA 13 et NFPA 20 ;
- un procès-verbal de réception établi le 25 mars 2025 par la société FKE concluant à la conformité de l'installation sprinkler au référentiel NFPA 13, contenant le détail des essais pneumatiques et hydrostatiques réalisés.

Au cours de la visite, l'inspection constate la mise en place d'un système d'extinction automatique. L'inspection relève que le procès-verbal de réception prévu par le référentiel NFPA 20 n'est pas transmis. Ce point est soulevé durant le contrôle du 28 octobre 2025, l'exploitant s'engage à fournir ce justificatif.

Par courriel du 6 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection un document établi par la société FKE consignant un tableau de relevé des caractéristiques du groupe motopompe ainsi la courbe pression-débit caractéristique du groupe motopompe. Ces documents n'appellent pas d'observations de la part de l'inspection, qui prend acte de l'engagement pris par l'exploitant via la transmission de ces documents sur la conformité entière aux référentiels NFPA13 et NFPA20 du système d'extinction automatique.

L'inspection note qu'aucun des documents présentés n'atteste du caractère adapté du système d'extinction automatique mis en place au sein des installations aux produits stockés ou activités exercées ; en particulier, une attestation doit être émise concernant le stockage d'alcool de bouche associé à la rubrique 4755, prévu en cellule 1 en quantités inférieures au seuil de classement, et concernant le local de charge (feu de batteries plomb-acide notamment).

L'exploitant doit donc transmettre les justificatifs correspondants.

#### **Conclusions :**

L'exploitant doit transmettre les éléments attestant que le système d'extinction automatique mis en œuvre est adapté aux produits stockés et aux activités exercées, en particulier au stockage d'alcool de bouche et au local de charge.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 9 : Plan de défense incendie

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 11 avril 2017, point 23 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Point 23 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017</u> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...]  <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li><li>- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; [...]</li><li>- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;</li><li>- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;</li><li>- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;</li><li>- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;</li><li>- les mesures particulières prévues au point 22.</li></ul> Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.  Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.  Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.  <u>Point 22 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié</u> L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie. Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres

mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.  
L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23.

**Constats :**

L'inspection reçoit le plan de défense incendie de l'exploitant par courriel du 15 octobre 2025.  
Ce document appelle les commentaires suivants de l'inspection et du service de prévention industrielle du SDIS des Yvelines, présent lors du contrôle du 28 octobre 2025 :

- les numéros de téléphone de la préfecture et de la DRIEAT (« DREAL ») sont erronés ;
- en page 3 dans la partie « destinataires », pour le SDIS, les deux adresses mails individuelles doivent être remplacée par l'adresse générique communiquée par courriel du 31 octobre 2025 ;
- le schéma d'alerte en période non ouvrée doit être revu et prévoir notamment la mise en œuvre d'une alerte immédiate des secours publics par la société de télésurveillance, sans attendre le résultat de la levée de doute ;
- la procédure d'information du SDIS en cas d'indisponibilité du système sprinkler doit être renvoyée vers l'adresse mail du CODIS transmise par courriel du 31 octobre 2025 ;
- le plan de la fiche D2 doit être clarifié afin de ne faire apparaître que les organes de coupure ;
- la fiche E3 doit être modifiée pour prévoir en cas de sinistre, si la coupure automatique des pompes de relevage ne s'est pas mise en œuvre, la coupure manuelle de ces pompes par la personne qui fait la levée de doute ;
- il conviendrait de modifier les dispositions liées à la déclaration d'un incident : en effet, cette déclaration peut désormais s'effectuer en ligne (cette déclaration en ligne sera obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026) ;
- Le PDI ne prévoit pas explicitement de ronde en cas d'interruption SPK hors heures ouvrées.

L'exploitant explique mettre en place un gardiennage, y compris hors heures ouvrées, en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique. L'inspection insiste sur l'importance de mettre en place ces mesures de détection compensatoire, la détection incendie étant assurée principalement (hors détection humaine) par le système d'extinction automatique.

L'exploitant s'engage, au cours du contrôle et par courriel du 6 novembre 2025 à modifier son plan de défense incendie et ses procédures internes en conséquence.

**Conclusions :**

L'exploitant doit modifier son plan de défense incendie pour corriger les écarts relevés par l'inspection et par le service de prévention industrielle du SDIS-78.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 10 : Exercices de défense contre l'incendie**

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 11 avril 2017, point 13 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 15 octobre 2025 les comptes-rendus des exercices d'évacuation et de défense contre l'incendie joués le 22 septembre 2025. Ces deux-compte-rendus font état de plusieurs dysfonctionnements dans l'organisation de crise mise en place (documents à remettre au SDIS non disponibles, absence d'alerte des personnes concernées, absence de procédures relatives à l'accessibilité du site en cas de sinistre, méconnaissance des participants des règles à suivre ou des actions à mener). En fin de compte-rendu, un plan d'actions est détaillé par l'exploitant. L'exploitant doit mettre en place ces actions, nécessaires à la résolution de ces dysfonctionnements.  Par ailleurs, les échanges tenus lors du contrôle du 28 octobre 2025 ne permettent pas d'établir clairement les rôles de chaque partie prenante (exploitant, équipe dirigeante, prestataires) lors d'un sinistre, ce qui est également mis en évidence dans les comptes-rendus susmentionnés. De même, l'inspection note que les modalités de formation des prestataires aux spécificités des installations en matière de gestion d'alerte et de crise ne sont pas précisément définies. Les procédures internes de l'exploitant doivent être complétées en ce sens.  Bien qu'il soit prévu réglementairement de réaliser un exercice tous les trois ans, il apparaît indispensable, au vu des lacunes mises en évidence lors des exercices joués en 2025, d'en réaliser un nouveau en 2026, une fois le plan de défense incendie et les procédures internes de l'exploitant revus. L'exploitant a déjà prévu de reprogrammer un exercice ; il semblerait pertinent d'y associer les services d'incendie et de secours.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit, sous trois mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- mettre en place les actions visant à corriger les dysfonctionnements relevés pendant les exercices d'évacuation et d'incendie joués le 22 septembre 2025 ;</li><li>- modifier ses procédures internes afin de clarifier le rôle de chaque intervenant et partie prenante en cas de sinistre, et de préciser si besoin les modalités de formation de chacun aux actions prévues dans le plan de défense incendie.</li></ul> L'exploitant doit, sous six mois : <ul style="list-style-type: none"><li>- réaliser un nouvel exercice incendie, sur la base des éléments décrits dans son plan de défense incendie, en associant dans la mesure du possible les services d'incendie et de secours. L'inspection doit être informée de la date prévisionnelle de cet exercice au plus tard un mois avant sa tenue.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 et 6 mois

## N° 11 : Gestion des terres excavées en phase chantier

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté préfectoral du 19 août 2025, article 2.1.11
<b>Thème :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> La gestion des terres extraites et remaniées durant la phase chantier est réalisée conformément à : <ul style="list-style-type: none"><li>- la réglementation en vigueur ;</li><li>- la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués ;</li><li>- aux recommandations émises par l'hydrogéologue agréé dans son avis du 22 mai 2023 relatif à la création du projet de bâtiment d'entrepôt et de bureaux dans le périmètre de protection rapprochée des captages de Rosny – Buchelay, ainsi que dans son additif du 30 août 2023 ;</li><li>- au plan de gestion E4709T02 du 9 août 2023.</li></ul> En particulier, le réemploi sur site des terres en place est autorisé, à l'exception : <ul style="list-style-type: none"><li>- des terres de la maille PX entre 0 et 2 m qui devront être évacuées du site et traitées dans une filière adaptée ;</li><li>- des terres des mailles F1 et F2, qui pourront être utilisées sur le site en remblai, uniquement sous des zones imperméabilisées ou sous des bâtiments et sous réserve de leur compatibilité géotechnique.</li></ul> Les mailles PX, F1 et F2 sont celles définies par le plan de gestion E4709T02 du 9 août 2023. Un des plans de maillage les faisant apparaître est repris en annexe du présent arrêté. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs relatifs à la gestion des terres excavées.
<b>Constats :</b> L'inspection réalise les constats suivants lors de l'analyse des éléments transmis au préalable et au cours du contrôle du 28 octobre 2025.  <u>Réemploi des terres de la maille PX</u> L'exploitant transmet, par courriel du 16 octobre 2025, un rapport établi par la société SOLPOL en date du 30 mai 2024 relatif à la gestion des terres durant le chantier (réf. n° 240315_v2). Ce rapport indique qu'il a été décidé, lors des travaux, de redécouper la maille PX dont les terres devaient être éliminées en filière adaptée en tant que déchets. Cette décision a été prise sur la base de nouvelles mesures de pollution dans les sols. Ainsi, la majeure partie des terres devant être éliminées selon l'article 2.1.11 susmentionné a finalement été réutilisée sur place, les résultats d'analyse présentant des taux de polluants inférieurs aux seuils d'admission en installation de stockage de déchets inertes (fixés à l'arrêté du 12 décembre 2014 modifié). Ni l'inspection des installations classées, ni la délégation départementale des Yvelines de l'ARS n'ont été informées, au préalable ou a posteriori, de cette modification du plan de gestion des terres excavées. L'exploitant indique avoir consulté l'hydrogéologue agréé ayant été sollicité par l'ARS dans le cadre du dossier d'enregistrement initial des installations. Un courriel daté du 1 <sup>er</sup> mai 2025 émis par l'hydrogéologue au responsable des travaux valide <i>a priori</i> l'approche proposée. Les documents complémentaires fournis par l'exploitant en date du 6 novembre 2025 confirment que cette validation par l'hydrogéologue agréé a été obtenue préalablement à la mise en œuvre du plan de gestion modifié. La gestion des terres excavées qui a été mise en œuvre, bien que ne respectant pas l'article 2.1.11 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2025), ayant été validée par l'hydrogéologue agréé suivant le dossier des installations, n'appelle pas d'observation technique de la part de l'inspection.

Dans le cadre des suites du contrôle, l'inspection a sollicité l'ARS pour avis sur ces choix de gestion des terres excavées. Le cas échéant, selon le retour de l'ARS, l'inspection pourrait être amenée à demander à l'exploitant la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines.

L'inspection rappelle que toute modification des installations, notable ou substantielle, doit être portée à la connaissance de M. le Préfet des Yvelines avec l'ensemble des éléments d'appréciation des enjeux qu'elle présente, avant réalisation de ces modifications.

*Traçabilité des terres éliminées en tant que déchets*

En annexe du rapport SOLPOL transmis par courriel du 16 octobre 2025, l'exploitant a remis à l'inspection l'ensemble des 30 bordereaux de suivi de déchets associés à l'élimination des terres envoyées en filière déchets lors du chantier (correspondant à une quantité réelle de 933,70 tonnes de terres éliminées).

L'inspection constate que ces bordereaux, pourtant émis en 2024, suivent un modèle obsolète et n'ont pas été entrés dans Trackdéchets, dont l'utilisation était déjà obligatoire au moment du chantier. L'inspection demande donc à l'exploitant, au cours du contrôle du 28 octobre 2025, de régulariser cet écart.

L'inspection relève de plus que les terres éliminées ont été identifiées comme des déchets de code 17 05 04 (« terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 », i.e. autres que « terres et cailloux contenant des substances dangereuses »). L'inspection note en outre que l'installation destinataire de ces terres est une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), ce qui est cohérent avec l'identification sous le code déchets 17 05 04. Les résultats de mesures présentés dans le rapport SOLPOL susmentionné en date du 30 mai 2024 sont cohérents avec ce mode de gestion qui n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

Par courriel du 6 novembre 2025, l'exploitant indique avoir procédé, via le promoteur immobilier DIDEROT REAL ESTATE (sous le SIRET 48918273300035), responsable du chantier et son prestataire MEDINGER Environnement (sous le SIRET 83301349300014), à cette régularisation le 5 novembre 2025 en entrant l'ensemble des 30 bordereaux de suivi de déchets dans Trackdéchets.

L'inspection constate, par vérification sur Trackdéchets effectuée le 19 novembre 2025, que les 30 opérations d'élimination ont bien été entrées sur Trackdéchets selon les informations contenues dans les bordereaux de suivi initialement émis (déclaration en tant que terres et sédiments), à l'exception de la date d'expédition, qui est erronée (16 mai 2024 au lieu du 16 avril 2024).

L'exploitant doit corriger cette erreur.

**Conclusions :**

L'exploitant doit corriger la date d'expédition inscrite dans Trackdéchets pour l'ensemble des opérations d'élimination des terres issues du chantier, afin que les informations déclarées soient cohérentes avec celles figurant dans les bordereaux de suivi initialement émis.

L'inspection rappelle que toute modification des installations, notable ou substantielle, doit être portée à la connaissance de M. le Préfet des Yvelines avec l'ensemble des éléments d'appréciation des enjeux qu'elle présente, avant réalisation de ces modifications.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 12 : Installation photovoltaïque

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 4 octobre 2010 modifié, article 32 Arrêté préfectoral du 19 août 2025, article 1.3
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 32 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié</u> Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des bandes de protection de part et d'autre des murs séparatifs spécifiés REI.  Ils sont placés à plus de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiés REI.  Lorsque des contraintes techniques et d'exploitation rendent nécessaire la présence de câbles dans ces zones, ils sont isolés par un dispositif type enrubannage permettant de garantir une caractéristique coupe-feu au moins deux heures sur 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives spécifiées REI.  Les panneaux photovoltaïques et les câbles ne sont pas installés au droit des surfaces de toiture dédiées aux dispositifs de sécurité. L'installation des panneaux photovoltaïques ne compromet pas le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et garantit une voie d'accès pour les opérations de maintenance et remplacement. À cet effet, les surfaces utiles sont libres de tout panneau photovoltaïque, ces surfaces sont constituées d'au minimum une bande de 1 mètre en périphérie des dispositifs et d'un cheminement d'un mètre de large. [...]  <u>Article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 19 août 2025</u> Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection effectue les constats suivants au cours du contrôle du 28 octobre 2025 : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bandes de 5 mètres situées de part et d'autre des parois/murs séparatifs sont laissées libres de tout objet (panneaux, câbles, etc.), en particulier les bandes de protection situées au droit des parois REI de l'entrepôt sont dégagées et aucun câble ne les franchit ;</li><li>- une vérification par sondage de l'espace laissé entre les exutoires de désenfumage et les panneaux photovoltaïques (distance d'un mètre minimale) ne fait pas apparaître de non-conformités ;</li><li>- le calepinage des panneaux photovoltaïques et des exutoires de désenfumage respecte la dernière version du plan figurant au dossier des installations.</li></ul>
<b>Conclusions :</b> Sans observations
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 13 : Issues de secours**

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 11 avril 2017 modifié, point 14 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m <sup>2</sup> . En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection effectue les constats suivants au cours du contrôle du 28 octobre 2025 : <ul style="list-style-type: none"><li>- une issue de secours située au niveau du local « atelier STC » est maintenue verrouillée malgré la présence de personnel ;</li><li>- une issue de secours située au niveau des portes de quais d'une des cellules de stockage est maintenue ouverte afin d'être utilisée pour le passage des chauffeurs, ce qui ne lui permet pas de conserver un caractère coupe-feu (cette porte battante étant EI<sub>2</sub>30) et pourrait sur le long terme détériorer ses organes de manipulation (e.g. barre anti-panique) nécessaire à son ouverture en cas de sinistre.</li></ul>
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions organisationnelles permettant d'assurer l'absence de verrouillage des issues de secours, leur manœuvrabilité ainsi que leur maintien en position fermée si les portes présentent un caractère de résistance au feu particulier (notamment les portes battantes situées en périphérie de l'entrepôt, pour la plupart EI <sub>2</sub> 30).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Accès au dispositif de confinement des eaux incendie**

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 11 avril 2017 modifié, point 11 de l'annexe II
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. [...] Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est expliqué à l'inspection lors du contrôle du 28 octobre 2025 qu'en cas de défaillance de la coupure automatique des pompes de relevage des eaux du bassin étanche vers le bassin d'infiltration, ces pompes doivent être coupés par activation manuelle, via un boîtier de commande présent à proximité du bassin.</p> <p>L'inspection constate au cours du contrôle du 28 octobre 2025 que ce boîtier de commande est situé derrière la clôture entourant le bassin étanche pour des raisons de sécurité. L'accès au bassin étant par défaut verrouillé, cela complique l'accessibilité du boîtier de commande des pompes de relevage en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant propose de déplacer le boîtier de commande des pompes de relevage en dehors de la clôture périphérique du bassin étanche, ce qui n'appelle pas de commentaires de l'inspection.</p>
<p><b>Conclusions :</b></p> <p>L'exploitant doit déplacer le boîtier de commande manuelle des pompes de relevage des eaux du bassin étanche vers le bassin d'infiltration afin qu'il demeure aisément accessible à tout moment notamment en cas de sinistre nécessitant une activation manuelle de ces pompes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 15 : Dégageement des aires de stationnement des engins du SDIS

<p><b>Références réglementaires :</b></p> <p>Arrêté du 11 avril 2017 modifié, point 3.3.2. de l'annexe I</p>
<p><b>Thème :</b> Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. [...]</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :[...]</p> <p>- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate, le jour du contrôle, qu'un véhicule est stationné sur une des aires de stationnement des engins du SDIS (Nord-Est des installations).</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que ces aires restent dégagées en permanence.</p>
<p><b>Conclusions :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions organisationnelles permettant d'assurer que les aires de stationnement des engins du SDIS restent dégagées en permanence, et en transmettre une description à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>



**N° 16 : Signalisation des installations photovoltaïques**

<b>Références réglementaires :</b> Arrêté du 4 octobre 2010 modifié, article 33
<b>Thème :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'unité de production photovoltaïque est signalée afin de faciliter l'intervention des services de secours. En particulier, des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques, définis dans les guides pratiques UTE C 15-712-1 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques sans stockage et raccordées au réseau public de distribution et UTE C 15-712-2 version de juillet 2013 pour les installations photovoltaïques autonomes non raccordées au réseau public de distribution avec stockage par batterie, sont apposés : - à l'extérieur du bâtiment, auvent ou ombrière au niveau de chacun des accès des secours ; - au niveau des accès aux volumes et locaux abritant les équipements techniques relatifs à l'énergie photovoltaïque ; [...]
<b>Constats :</b> L'inspection constate lors du contrôle du 28 octobre 2025 qu'aucune signalisation relative à l'installation photovoltaïque en toiture n'est mise en place au niveau des accès des secours. De plus, la signalisation affichée au niveau de l'escalier d'accès à la toiture de l'entrepôt ne comporte pas le pictogramme dédié au risque propre à l'installation photovoltaïque (il comporte bien toutefois celui associé au risque électrique).
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit mettre en place une signalisation appropriée de l'unité de production photovoltaïque, au niveau des accès des secours et au niveau des accès à la toiture, de façon à respecter complètement les dispositions de l'article 33 de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois